

1 300 000

PARIS - LE 14 JUIN : UNE MARÉE HUMAINE VENUE DES QUATRE COINS DE LA FRANCE A DÉFILE CONTRE LA LOI TRAVAIL



► La loi Travail qu'aucune promesse électorale n'avait annoncée, est antisociale. Depuis deux mois le peuple de France, dans la rue, sur les places, par pétition ou dans les sondages réclame son retrait. Même à l'Assemblée nationale, il n'y a pas de majorité pour la voter. Seuls, le Medef, le PS et la CFDT la soutiennent. Elle doit être retirée.

► Loin de s'essouffler, la mobilisation du 14 juin a été énorme. De toutes les régions, de toutes les professions, des dockers aux hospitaliers en passant par les artistes et les chauffeurs de taxi, plus d'un million sont venus manifester le 14 juin à Paris. Ils doivent être entendus.



Le bon sens doit l'emporter

La force des manifestations du 14 juin a montré le caractère déraisonnable des calculs politiques qui parient sur « l'essoufflement » du mouvement social contre la loi El Khomri. Plus d'un million de manifestants encore ce 14 juin, une mobilisation multiforme, de nouvelles journées prévues les 23 et 28 juin, assurément la manifestation nationale n'avait rien d'une tournée d'adieu.

Un conflit social majeur

C'est un conflit social qui porte loin. Plusieurs dimensions en attestent. Une dimension européenne car les dispositions les plus nocives du projet de loi sont directement encouragées par des orientations de la Commission Européenne pour plus de précarité sur tous les marchés du travail européens. La présence de plusieurs délégations syndicales européennes à la manifestation du 14 le montre. C'est aussi un conflit à la dimension professionnelle et interprofessionnelle. A la différence des mouvements contre les réformes des retraites, ce mouvement social du printemps 2016 comporte à la fois la dimension interprofessionnelle de contestation de la loi El Khomri mais fait également des revendications de professions confrontées à des blocages de salaires, des diminutions d'effectifs, ou des fragilisations de statut. (conducteurs routiers, cheminots, artistes et techniciens du spectacle, contrôleurs aériens, ...) sans entamer la détermination du mouvement global, comme l'espérait le gouvernement.

La lutte fait converger la remise en cause des politiques d'austérité. Elle a replacé la question sociale au cœur de l'actualité et oblige au débat sur une alternative de rupture avec les politiques d'austérité. Il se poursuivra sous des formes évolutives, même si le gouvernement allait au bout de son passage en force.

L'impasse politique

Ce projet de loi est aussi un révélateur de la crise politique profonde. Non seulement les dispositions du gouvernement sont minoritaires dans l'opinion et celui-ci n'a pas, non plus, de majorité pour le faire valider à l'Assemblée Nationale, mais le projet de loi illustre une rupture accrue entre le pouvoir socialiste et son assise populaire. Jusqu'au ministre Le Guen qui s'égaré, à la façon d'un (mauvais) chroniqueur du Figaro, en ne voyant dans le mouvement social que « les convulsions d'une gauche radicale qui n'a jamais digéré l'échec du communisme ». Ou le ministre Le Foll, désavoué chez lui dans la Sarthe, par l'échec des candidats socialistes face au tandem FDG-Eelv, bien qu'ayant courtisé les électeurs de droite en vantant une « gauche raisonnable » face aux « blocages » de la rue.

La discussion parlementaire au Sénat ne montre nullement que cette loi est une « loi de gauche » comme tente de le faire valoir la ministre El Khomri face aux amendements de la droite sénatoriale. Au Sénat, la droite montre surtout qu'elle n'a que ses pas à mettre dans les pas de la « philosophie » du projet de loi, pour le porter plus loin dans le même sens vers l'ultralibéralisme. Dans une interview, Philippe Martinez a pointé les articles du texte au cœur de l'inacceptable du projet : celui sur la hiérarchie des normes, les plans de sauvegarde de l'emploi, le référendum d'entreprise et la médecine du travail.

Le bon sens doit l'emporter, même s'il semble que Manuel Valls n'en prenne pas le chemin en parlant d'interdire les prochaines manifestations. On ne soigne pas la fièvre en cassant le thermomètre. **La démocratie et l'intérêt général invitent à tourner la page de l'obstination antisociale du pouvoir.**